



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 17/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)

Centrale de l'Est - Route Nationale
57270 Richemont

Références : RICHEMONT_ALFI_2025-09-08_RAPVI-SGS-PMII_CP_01973
Code AIOT : 0006201722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) implanté Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont. L'inspection a été annoncée le 11/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale « Plan de Modernisation des Installations Industrielles (vieillessement) ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)
- Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont

- Code AIOT : 0006201722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Air Liquide France Industrie est autorisée par arrêté préfectoral n°86-AG/2-86 du 6 février 1986 modifié à exploiter des installations de production de gaz de l'air.

Le site est classé Seveso seuil haut en raison des quantités d'oxygène présentes sur le site (rubrique n°4725).

Il est notamment soumis aux arrêtés ministériels suivants :

- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- SGS
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Recensement des équipements soumis au plan de modernisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan d'inspection et stratégie de contrôle des réservoirs cryogéniques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
7	Réexamen quinquennal de l'études de dangers (EDD)	Code de l'environnement du 28/08/2025, article R515-98 partiel	Demande d'action corrective	43 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dossier des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	équipements	article 8 (partiel)	
4	Respect des échéances du programme de contrôle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 3 (partiel)	Sans objet
5	Gestion des actions correctives suites aux inspections réalisées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I (partiel)	Sans objet
6	Alarme de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de la non-conformité constatée sur l'absence de chapitre dédié au "vieillessement" dans le système de gestion de la sécurité (SGS), l'inspection des installations classées (i.e. l'Inspection) propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 3 mois, les dispositions de l'article 3 de l'annexe I (partiel) de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de justifier la réalisation des actions suivantes sous 3 mois :

- mise à jour de la liste des équipements soumis à suivi au titre du plan de modernisation afin d'y intégrer les tuyauteries de gaz liquéfiés et la cuvette de rétention commune aux réservoirs cryogéniques B03/R10/R13 (constat n°1) ;
- justification que la tuyauterie de diamètre nominal 500 d'eau méthanolée n'est pas soumise au plan de modernisation (constat n°1) ;
- vérification que d'autres équipements n'ont pas été omis dans le plan de modernisation (constat n°1) ;
- complément des trames de visite externe annuelle et d'inspection externe détaillée en précisant les critères et les délais d'action(s) corrective(s) (constat n°3).

L'inspection relève également une incohérence entre le périmètre du plan de modernisation du génie civil ainsi que l'état de celui-ci mentionné dans la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers (EDD) de mai 2024, et le périmètre et l'état des équipements présentés lors de la présente visite. Aussi, lors du prochain réexamen de l'EDD prévu en mai 2029, il conviendra d'associer à la rédaction de la notice le personnel en charge de la mise en œuvre du plan de modernisation pour assurer une cohérence entre les documents.

Les autres points contrôlés n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des équipements soumis au plan de modernisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima : - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; [...]
Constats : L'inspection a consulté le recensement des équipements soumis à un suivi dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII). Ce recensement appelle les observations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la cuvette de rétention commune aux réservoirs cryogéniques B03/R10/R13 est suivie par ailleurs mais n'y est pas recensée au titre du plan de modernisation. La référente nationale consultée confirme que les cuvettes des réservoirs cryogéniques sont soumises à suivi au titre du plan de modernisation ;• les trois tuyauteries de soutirage des réservoirs cryogéniques sont susceptibles, en cas de perte de confinement, d'être à l'origine d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, ainsi qu'il ressort de l'étude de dangers (EDD) de l'exploitant. À ce titre, elles relèvent du suivi prévu par l'article 5-1 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Or, ces tuyauteries ne figurent pas dans le recensement communiqué et ne font pas l'objet d'un suivi dans le cadre du plan de modernisation. Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence d'une tuyauterie d'eau méthanolée de diamètre nominal 500. Or, il est attribué la mention de danger H301 au méthanol. Aussi, il existe un risque que cette tuyauterie soit soumise à suivi au titre de l'article 5-5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Enfin, l'exploitant a indiqué lors de la visite que son système de gestion de la sécurité (SGS) ne comporte pas de chapitre précisant les actions mises en œuvre pour la maîtrise des risques liés au vieillissement des équipements et à la corrosion. A noter par ailleurs que lors de la visite concernant le suivi des échéances sur le thème des équipements sous pression réalisée le même jour, un rapport relatif à la mise en conformité d'une émergence de sol a été demandé. Un document en format Word a été transmis sans précisions sur : <ul style="list-style-type: none">- le site et l'exploitant concerné ;- les équipes en charge du suivi ;- le nom, l'habilitation de l'intervenant ;- la chaîne de validation du document. L'Inspection constate un risque de dérive en matière de suivi et de supervision des opérations de

réparation.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu de la non-conformité constatée, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de trois mois, les dispositions de l'article 3 de l'annexe I (partiel) de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susvisé en complétant son SGS avec un chapitre sur le vieillissement.</p> <p>Par ailleurs, au regard du risque identifié par l'inspection concernant le suivi des réparations des équipements, il est demandé à l'exploitant d'intégrer au sein de son SGS les éléments de procédure permettant de lever le risque constaté.</p> <p>En outre, l'exploitant devra mettre à jour la liste des équipements soumis à suivi au titre du plan de modernisation sous 3 mois afin d'y intégrer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les tuyauteries de gaz liquéfiés susmentionnées, • la cuvette de rétention commune aux réservoirs cryogéniques B03/R10/R13. <p>Enfin, il convient que l'exploitant apporte les justificatifs permettant de démontrer que la tuyauterie de diamètre nominal 500 d'eau méthanolée n'est pas soumise au plan de modernisation.</p> <p>Au regard des manquements relevés par sondage dans le recensement des équipements soumis au plan de modernisation, il appartiendra à l'exploitant de vérifier si d'autres équipements n'ont pas été omis.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dossier des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial de l'équipement ; - les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; - les interventions éventuellement menées. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement.</p>

Chapitre 4.5.1. relatif à l'état initial du guide DT97 d'inspection et de maintenance des réservoirs cryogéniques

L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir qui comprend les informations suivantes, lorsqu'elles existent :

- Type et caractéristiques (dimensions, volume ...);
- Date de construction et code de construction utilisé (à défaut standard constructeur utilisé);
- Plans de construction (schémas établis postérieurement pour les réservoirs anciens);
- Matériaux de construction, y compris des fondations;
- Existence d'un revêtement interne;
- Date de l'essai hydraulique initial (s'il a été réalisé);
- Réparations et modifications éventuelles à la construction;
- Historique et dossier des interventions de maintenance et de réparations ou modifications;
- Liste éventuelle des produits successivement stockés dans le réservoir;
- Liste des actions de suivis spécifiques d'exploitation, de maintenance et d'inspection;
- L'ensemble des rapports d'inspection;
- Études spécifiques (calculs de mécanique de la rupture, IBC/RBI...);
- Courriers échangés avec les administrations de tutelle.

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un dossier de l'état initial pour les deux réservoirs cryogéniques soumis au plan de modernisation.

Par sondage, le dossier du réservoir B03 a été consulté par l'inspection. Il comprend notamment :

- Type et caractéristiques (dimensions, volume ...);
- Date de construction et code de construction utilisé (à défaut standard constructeur utilisé);
- Plans de construction (schémas établis postérieurement pour les réservoirs anciens);
- Matériaux de construction, y compris des fondations;
- Existence d'un revêtement interne.

Par courrier du 10 août 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection un dossier de demande d'exemption de visite interne des réservoirs cryogéniques. Cette demande est actuellement en cours d'instruction par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'inspection et stratégie de contrôle des réservoirs cryogéniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Elaboration et mise en oeuvre du plan

Prescription contrôlée :

[...]Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...]

- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis;

[...]

Les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement. Ces guides définissent [...] les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle [...].

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore [...] [une] stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis [...].

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. [...]

Chapitre 4.2.2 (partiel) relatif à la mise en oeuvre des plans d'inspection du guide DT97 d'inspection et de maintenance des réservoirs cryogéniques

Les différentes opérations prévues dans les plans d'inspections sont :

- les visites externes annuelles réalisées par des opérateurs ou des inspecteurs. Les rapports de visite sont validés par le responsable hiérarchique de l'intervenant. La fiche de visite externe annuelle de l'annexe 1 donne le contenu pour ces visites lorsque ces points sont applicables aux réservoirs concernés.

- les inspections externes détaillées en exploitation, réalisées tous les cinq ans par des inspecteurs. Les fiches de visites externes détaillées de l'annexe 4 donnent le contenu pour ces inspections détaillées de l'extérieur. Les rapports d'inspection sont validés par le responsable maintenance ou le chef du service inspection si existant. [...]

Constats :

Vu les plans d'inspection des réservoirs cryogéniques B03 (azote liquide) et R10 (oxygène liquide) : sans observation par rapport aux points de vérification.

Vu la trame de visite externe annuelle (réf 2.IT.COM.010A.F02) par rapport à l'annexe 1 : sans observation par rapport aux points de vérification.

Vu la trame d'inspection externe détaillée (référéncée 2.IT.COM.010A.F03) par rapport à l'annexe 4 du guide DT97.

Les points de vérifications sont respectés à l'exception des deux points suivants qui sont manquants :

- concernant le contrôle du niveau de l'isolant, si un appoint est nécessaire, il doit être réalisé dans un délai de 2 mois ;
- concernant le suivi du risque de fuite dans l'inter paroi, dans le cas de l'augmentation du débit de fuite et/ou présence de givre anormale sur la paroi extérieure, l'exploitant doit prévoir au sein de sa procédure l'ouverture du réservoir pour inspection interne dans un délai inférieur à un an.

Les notes (4) et (8) renvoient respectivement aux guides DT94 et DT96 qui ne prévoient pas des

critères d'acceptabilité des défauts constatés. Ces guides ne permettent pas de conclure directement. Ces critères sont à préciser dans la trame de visite externe détaillée.

Sur les deux trames de visite précitées, tous les délais d'action(s) corrective(s) ne sont pas précisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de compléter sous 3 mois les trames de visite externe annuelle et d'inspection externe détaillée en précisant les critères et les délais d'action(s) corrective(s).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Respect des échéances du programme de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 3 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement

Prescription contrôlée :

[...] A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.

Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède à une inspection interne tous les quinze ans. [...]

Chapitres 4.3.2 (partiel) relatif aux actions de surveillance du guide DT 97 d'inspection et de maintenance des réservoirs cryogéniques

Les actions de surveillance des réservoirs et de leur environnement ont pour but de rechercher les anomalies résultant des dégradations telles que définies au § 3 et sont généralement réalisées :[...] - au moins annuellement pour une visite externe en service des réservoirs décrite au paragraphe 4.2.2.

[...] Un exemple de fiche de visite annuelle indicative est fourni en annexe 1. Cette fiche doit être adaptée à chaque stockage selon sa conception, ses méthodes de construction, son environnement et les caractéristiques locales.

Chapitres 4.3.4 (partiel) relatif aux inspections externes détaillées du guide DT 97 d'inspection et de maintenance des réservoirs cryogéniques

Les périodicités des actions de contrôle et d'inspection effectuées en marche sont précisées dans le plan d'inspection. Elles sont réalisées au minimum une fois tous les 5 ans. [...]

Des exemples de fiches d'inspection externe détaillée sont fournis en annexe 4. Ces fiches doivent être adaptées à chaque stockage selon sa conception, ses méthodes de construction, son environnement et les caractéristiques locales, en fonction de leur applicabilité..

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage, le respect des échéances du programme de contrôle applicable aux réservoirs cryogéniques.</p> <p>Vu les dates des dernières visites externes annuelles de B03, R10 et du massif le 08/04/2025</p> <p>Vu les dates des dernières inspections externes détaillées de B03, R10 et du massif le 26/07/2022</p> <p>La fréquence de contrôle est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Gestion des actions correctives suites aux inspections réalisées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Vieillessement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>3° de l'annexe I (partiel) de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement</u></p> <p>[...] Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.</p> <p><u>Chapitre 4.4 du guide DT 97 d'inspection et de maintenance des réservoirs cryogéniques</u></p> <p>Toutes les observations doivent être identifiées et documentées suivant un système d'assurance qualité. Les résultats des contrôles doivent être comparés à des critères d'acceptabilité définis par l'exploitant. Les actions et délais associés sont fonction des écarts constatés par rapport aux critères définis et aux mesures compensatoires mises en œuvre. Ils doivent respecter à minima ceux mentionnés dans l'annexe 4. Les actions correctives doivent être identifiées, documentées et suivies suivant un échéancier disponible en accord avec l'analyse de risque effectuée.</p> <p><u>Chapitre 7.8 (partiel) du guide DT 92 de surveillance des ouvrages de génie civil et structures - cuvettes de rétention et fondations de réservoirs</u></p> <p><u>7.8.1. Ouvrages de classe 1 :</u></p> <p>Aucune intervention autre que l'entretien régulier n'est à prévoir.</p> <p><u>7.8.2. Ouvrages de classe 2E :</u></p> <p>Les dispositions particulières relatives au contrôle renforcé à mettre en place sont définies dans le Plan d'action.</p> <p><u>7.8.3. Ouvrages de classe 2 :</u></p> <p>Les opérations correctives doivent être mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un délai approprié aux désordres constatés, - au plus tard 5 ans après la date de validation de la fiche de surveillance, - lors de la mise hors d'exploitation du réservoir (programmée ou non) ou des installations qui y sont connectées (unités/ateliers en amont ou en aval du réservoir) si elle intervient dans les 5 ans qui suivent la date de validation de la fiche de surveillance, pour les opérations correctives nécessitant l'arrêt du réservoir. <p><u>7.8.4. Ouvrages de classe 3 :</u></p>

Les opérations correctives doivent être mises en oeuvre :

- dans un délai approprié aux désordres constatés,
- au plus tard 3 ans après la date de validation de la fiche de surveillance,
- lors de la mise hors d'exploitation du réservoir (programmée ou non) ou des installations qui y sont connectées (unités/ateliers en amont ou en aval du réservoir) si elle intervient dans les 3 ans qui suivent la date de validation de la fiche de surveillance, pour les opérations correctives nécessitant l'arrêt du réservoir.

7.8.5. Ouvrages de classe 3P :

Le cas échéant, sans attendre la définition d'opérations correctives, les mesures prioritaires nécessaires au maintien de la sécurité de l'exploitation de l'ouvrage sont mises en oeuvre dans les meilleurs délais et au plus tard 6 mois après la date de validation de la fiche de surveillance. Ces mesures prioritaires doivent être de nature à permettre le reclassement de l'ouvrage au plus en classe 3. En dehors des mesures prioritaires, les opérations correctives doivent être planifiées conformément au paragraphe 7.8.4.

Chapitre 8.8 (partiel) du guide DT 98 de surveillance des ouvrages de génie civil et structures - ponts de tuyauteries

8.8.1. Ouvrages de classe 1 :

Aucune intervention autre que l'entretien régulier n'est à prévoir.

8.8.2. Ouvrages de classe 2E :

Les dispositions particulières relatives au contrôle renforcé à mettre en place sont définies dans le Plan d'action.

8.8.3. Ouvrages de classe 2 :

Les opérations correctives doivent être mises en oeuvre :

- Dans un délai approprié aux désordres constatés.
- Au plus tard 5 ans après la date de validation de la fiche de surveillance.

8.8.4. Ouvrages de classe 3 :

Les opérations correctives doivent être mises en oeuvre :

- Dans un délai approprié aux désordres constatés.
- Au plus tard 3 ans après la date de validation de la fiche de surveillance.

8.8.5. Ouvrages de classe 3P :

Le cas échéant, sans attendre la définition d'opérations correctives, les mesures prioritaires nécessaires au maintien de la sécurité de l'exploitation de l'ouvrage doivent être mises en oeuvre dans les meilleurs délais et au plus tard 6 mois après la date de validation de la fiche de surveillance. Ces mesures prioritaires doivent a minima permettre le reclassement de l'ouvrage en classe 3. En dehors des mesures prioritaires, les opérations correctives doivent être menées dans un délai approprié.

Constats :

L'inspection a consulté, par sondage, les résultats des contrôles réalisés sur les réservoirs cryogéniques ainsi que sur leurs massifs. L'exploitant dispose d'un outil de suivi des actions correctives "Amelie". Vu par sondage, aucun retard dans le traitement n'a été relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Alarme de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 partiel

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés

Prescription contrôlée :

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. [...]

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues [...].

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'alarme de pression inter paroi de deux réservoirs était fixée à 11 mbar pour une pression de service à 10 mbar.

Post-inspection, l'exploitant a justifié le 29 août 2025 la modification de son alarme de pression inter paroi des deux réservoirs. Celle-ci est dorénavant fixée à 8 mbar.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réexamen quinquennal de l'études de dangers (EDD)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/08/2025, article R515-98 partiel

Thème(s) : Risques accidentels, Cohérence EDD et recensement PMII

Prescription contrôlée :

II. L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire. [...]

Extrait de l'avis du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut

"II. Actions à mener par l'exploitant à l'occasion du réexamen quinquennal

[...]

6. Le retour d'expérience en matière de maintien de l'intégrité, dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles pour les équipements qui y sont soumis. [...]"

Constats :

Par courrier du 13 mai 2024, l'exploitant a transmis à Monsieur le préfet de Moselle la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers (EDD) de son site à Richemont.

Le chapitre 2.6.2. de cette notice concerne le plan de modernisation du génie civil qui retient dans son périmètre les massifs et cuvettes de rétention des stockages cryogéniques.

Or, le plan de modernisation présenté lors de la visite ne comportait que les massifs.

De plus, l'état des cuvettes mentionné au sein de la notice de réexamen n'est pas cohérent avec les éléments présentés le jour de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lors du prochain réexamen de l'étude de dangers prévu en mai 2029, il conviendra d'associer à la rédaction de celui-ci le personnel en charge du suivi des équipements soumis au plan de modernisation pour assurer une cohérence entre les documents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 43 mois